
ÉTUDE DES CRÉDITS

2018 – 2019

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Liste des questions
RP1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2018-2019.
RP2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2018-2019.
RP3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
RP5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
RP6	<p>Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;b) la liste des membres du conseil d'administration;c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP7	<p>Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants ventilés depuis cinq ans, par année financière :</p> <ul style="list-style-type: none">a) des frais de déplacement;b) des frais de représentation;c) des frais de repas;d) des frais de voyage;e) de frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP9	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Indiquer l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

#	Liste des questions
RP10	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
RP154	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.
RP155	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.
RP156	Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.
RP157	Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur l'effectif, exprimé en ETC, en nombre d'employés. Ventiler par année, par type d'emploi et par région.
RP158	Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, de départs à la retraite, de fins de postes, de mises en disponibilité, de nominations; ventiler par année et par région.
RP159	Évolution de l'effectif depuis cinq ans, par catégorie d'emploi, par année financière.
RP160	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP161	Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail. Fournir une évolution sur cinq ans en incluant les budgets des organismes maintenant fusionnés.
RP162	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.
RP163	Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP164	Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.
RP165	Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail depuis sa création.
RP166	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.
RP167	Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des

#	Liste des questions
	requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT (anciennement CRT).
RP168	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.
RP169	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
RP170	Depuis cinq ans, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).
RP171	Depuis cinq ans, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
RP172	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2018-2019.
RP173	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
RP174	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs, depuis cinq ans, par année financière.
RP175	Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
RP176	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
RP177	Nombre de dossiers liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées</i> (PL 57).
RP178	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels.
RP179	Depuis cinq ans, délais de traitement moyen. Ventiler par type de dossier.
RP180	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.
RP181	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.
RP182	Mesures de réparation imposées au cours des cinq dernières années.

#	Liste des questions
RP183	Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers ouverts relatifs aux lésions professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.
RP184	Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles.
RP185	Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés au cours des cinq dernières années.
RP186	Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le Tribunal au cours des cinq dernières années.
RP187	Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.
RP188	Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT (anciennement CLP) ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.
RP189	Nombre d'avis traités par le BEM et nombre d'avis renversés au cours des cinq dernières années.
RP190	Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.
RP191	Nombre de plaintes logées au TAT et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.
RP192	Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

LOGICIELS	
Achat	38 890 \$
Entretien	347 571 \$
MATÉRIEL	
Achat	141 754 \$
Entretien	24 798 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel du Tribunal)	2 156 457 \$
Externes (entretien du système de mission)	137 560 \$
CSPQ et MTESS	360 674 \$
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	508 370 \$
Externes	140 123 \$
TOTAL	3 856 197 \$

DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP2

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

L’information sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP3

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR LA LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU DE TOUT AUTRE PARTENAIRE. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

Entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018, deux comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l’un ou l’autre des comités :

Nom	Montant
Madame Suzanne Comtois	8 990,89 \$
Monsieur Raymond Levasseur	8 114,61 \$
Madame Anne Parent	6 165,88 \$
Total	23 271,38 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP4

COPIE DE TOUTE L'INFORMATION FOURNIE AU MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 428 DE LA *LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES*, ET CE, DEPUIS 2012-2013.

L'obligation de fournir ce rapport au ministre du Travail a été abolie le 1^{er} janvier 2016 puisque la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1) n'a pas repris les termes de l'article 428 LATMP.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 19 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP5

DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

La liste de toutes ces activités se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 avril 2018

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2017-04-01	Coût de reconnaissance par le Barreau du Québec des formations à l'interne	Barreau du Québec			1 235 \$
2017-04-11	Airwave	Micro Logic	1	Québec	400 \$
2017-04-24 au 2017-04-25 ou 2017-05-23 au 2017-05-24	Logique et raisonnement déductif	Académie Trans-formation	3	Québec	1 950 \$
2017-04-26 ou 2017-05-25	Habiletés relationnelles	Académie Trans-Formation	1	Québec	1 575 \$
2017-04-27	Formation des juges administratifs, divisions RT, SE, CQP	Interne - VPQC	36	Montréal	- \$
2017-05-09	Exposition aux moisissures et ses effets sur la santé	Interne - VPQC (conférenciers externes)	25	Montréal	4 184 \$
2017-05-09	Les troubles musculo-squelettiques	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Montréal	- \$
2017-05-11	Colloque Santé et sécurité du travail	Éditions Yvon Blais - Thomson Reuters	1	Québec	495 \$
2017-05-23 au 2017-05-24	Microsoft PowerPoint	Afi Expertise	2	Montréal	500 \$
2017-05-24	L'attribution de la rémunération des fonctionnaires	Centre de leadership et de développement des compétences - CSPQ	1	Québec	- \$
2017-05-24 au 2017-05-25	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC (conférenciers externes)	19	Montréal	4 200 \$
2017-05-26 ou 2017-06-05	La rédaction des motifs: un exercice de clarté	Conférence des juges administratifs du Québec	17	Montréal ou Québec	1 125 \$
2017-05-28 au 2017-05-30	Congrès du Conseil des tribunaux administratifs canadiens	Conseil des tribunaux administratifs canadiens	1	Vancouver	995 \$
Printemps 2017	Tournée cohérence	Interne - VPQC	128	Montréal	- \$
2017-06-16	Formation en rédaction des décisions	Institut canadien d'administration de la justice	16	Montréal	6 200 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2017-07-05	Camp d'entraînement en communication d'influence	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	1	Montréal	533 \$
2017-07-24 au 2017-07-26	On traduit à Québec	Anglocom	1	Québec	725 \$
2017-07-31	Typo3	Libéo inc.	3	Québec	4 300 \$
2017-08-24 ou 2017-10-11	Leadership d'influence	Formations Groupe MP Plus	4	Montréal ou Québec	2 140 \$
2017-08-25	Préparation à un examen oral et écrit	Entrevues Conseils Formation	2	Québec	1 615 \$
2017-09-19 ou 2017-09-26 ou 2017-10-05 ou 2017-10-11	Formation sur la sécurité et la confidentialité de l'information	Interne	66	Montréal ou Québec	- \$
2017-09-19 au 2017-09-20 ou 2017-09-27 au 2017-09-28	Rencontre du personnel de soutien	Interne	98	Montréal ou Québec	- \$
2017-10-03	Viser une présence et une performance optimale au travail: Quatre clés de gestion pour y arriver	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Québec	350 \$
Automne 2017	Coaching de gestion	L'institut pour le développement du potentiel humain	1	Montréal	3 000 \$
2017-10-10	L'utilisation des employés dans la lutte contre la corruption	Groupe du 2e mardi	1	Montréal	58 \$
2017-10-11 au 2017-10-12	Rencontre annuelle des techniciens	Interne - VPSST et VPRT	41	Québec	- \$
2017-10-10	Préparation à un examen écrit	Entrevues Conseils Formation	3	Québec	893 \$
2017-10-19	Climat de travail et santé organisationnelle	Groupe Conseil SCO	41	Montréal	5 154 \$
Automne 2017	Tournée cohérence	Interne - VPQC	86	Montréal ou Québec	- \$
2017-11-02 au 2017-11-03	Mise à jour Domino Administration	CogitoSum	1	Québec	480 \$
2017-11-13 au 2017-11-14	Journée de l'informatique du Québec	Réseau action TI	2	Québec	800 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2017-11-14 au 2017-11-15	Assemblée annuelle des juges administratifs du TAT	Interne - VPQC	158	Montréal	3 000 \$
2017-11-15 au 2017-11-16	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC	20	Montréal	3 300 \$
2017-11-15 au 2017-11-16	Rencontre annuelle des conciliateurs	Interne - VPQC	62	Montréal	1 500 \$
2017-11-16	Colloque: Une justice pour tous	La Conférence des juges administratifs (CJAQ)	158	Montréal	45 580 \$
2017-11-23	La médiation dans le monde du travail: Enjeux et pratiques	Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	5	Montréal	1 750 \$
2017-11-30	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	École nationale d'administration publique	1	Québec	4 325 \$
2017-12-05, 2018-01-17 et 2018-01-30	Ateliers - Code de civilité	Horspiste	25	Montréal	6 313 \$
2018-01-12	Formation entraînement à la tâche - informatique	CogitoSum	4	Québec	6 350 \$
2018-01-26	Techniques de rédaction de contrats	Barreau du Québec	1	Montréal	119 \$
2018-02-09	Contrats usuels de l'entreprise	Barreau du Québec	1	Montréal	119 \$
2018-02-23	Les développements récents en droit de la SST	Barreau du Québec	1	Montréal	497 \$
38 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	19	Différentes régions du Québec	5 150 \$
60 jours*	Droits de scolarité — formation universitaire	Établissements scolaires reconnus	16	Différentes régions du Québec	12 342 \$
TOTAL					133 252 \$

* Possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP6

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

Voici les données relatives à la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 :

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Poste
Couture	Line	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Thibault	Suzie	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Verret	Nancy	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Bélangier	Claire	104	Agent d'information
Curodeau	Hélène	104	Agent d'information
Gagné-Fortin	Sofie-Jeanne	104	Agent d'information
Jacob	Céline	104	Agent d'information
Lagacé	Julie	104	Agent d'information
Lemelin	Bianka	104	Agent d'information
Roy	Johanne	104	Agent d'information
Adam	Gisèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Allard	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Arsenault	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bargoné	Linda	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrette	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrionuevo	Erika	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Beauchamp	Donald	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Beauchemin	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Blais	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blouin	Virginie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bordeleau	Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourassa	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourgeois	Guylaine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Brzezinska	Danuta	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Béland	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bélanger	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Caron	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Charbonneau	Louis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Corriveau	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Coutu	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Côté	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Deguire	Suzanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doray	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dubreuil	Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dulude	Christyan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Farner	Carole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Flageol	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Fleury	Daniel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Franché	Julie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frappier	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frenette	Colombe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Magali	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Normand G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Gamache	Annick	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gaumont	Michelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gendron	Ariane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gervais	Paul	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Groleau	Chantale	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Grégoire	Chantal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Harton	Jimmy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Huot	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Isaacs	Michael	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Julien	Tony	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lachance	Johanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	André-Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Laplante	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Gabriel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Diane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lebel	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lehoux	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lespérance	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lessard	Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Leverone	Hélène	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Madore	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Marcotte	Lise	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Papillon	Josiane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Paquet	Marie-Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Patenaude	Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Pigeon	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Raymond	Ginette	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Riffou	Sara	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Rodrigue	Roger	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roussy	Hébert	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roy	André	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Scullion	Debbie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Pascale	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Sirois	Pascal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Soudir	Patricia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Yves	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Séguin	Michel G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tartier	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Théorêt	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Jean-François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	Danielle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Trudel	Marie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Vallières	Suzy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Viel	Louiselle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Adams	David	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Audard	Antonin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Babineau	Hélène	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bailly	Chantal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beaudoin	Manon	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bouchard	Alexandre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Steve	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bédard	Claude	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs

Dion	Serge	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Dumont	Anne	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Guimont	Daniel	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Houde	Pierre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Lapointe	Luc	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Lepage	Martin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
McCarthy	Christian	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Mercier	Pascal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tran	Anh Tuan	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Turcotte	Édith	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Henrion	Stéphane	111	Attaché d'administration
Bélanger	Johanne	112	Bibliothécaire
Bernier	Marie-France	115	Avocat
Bolduc	Étienne	115	Avocat
Charbonneau	Édith	115	Avocat
Côté	Luc	115	Avocat
Douville	Geneviève	115	Avocat
Fournier	Sandra	115	Avocat
Gagnon	Isabelle	115	Avocat
Hébert	Monique	115	Avocat
Lalancette	Luba	115	Avocat
Lapierre	Marie-Jo	115	Avocat
Poisson	Sara	115	Avocat
Rousse	Denis	115	Avocat
Roussin	Marie-Claude	115	Avocat
Trépanier	Suzanne	115	Avocat
Vadeboncoeur	Dominique	115	Avocat
Wong	Jennifer	115	Avocat
Asselin	Paul	120	Médecin
Beaudry	Jean-Marc	120	Médecin
Boucher	Marcel-M.	120	Médecin
Bélanger	Serge	120	Médecin
Couture	Daniel	120	Médecin
Dansereau	Jean-Yves	120	Médecin
Dubois	Manon	120	Médecin
Dumais	Huguette	120	Médecin
Fazal Karim	Karima	120	Médecin
Gagnon	Johanne	120	Médecin
Hemmings	Christian	120	Médecin
Landry	Yves	120	Médecin
Lejeune	Dominique	120	Médecin
Martin	Martine	120	Médecin
Molina-Negro	Pedro	120	Médecin
Morin	Jean	120	Médecin
Perron	André	120	Médecin
Lemelin	Sylvie	125	Traducteur

Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau
Braccio	Angela	200	Agent de bureau
Champagne	Nancy	200	Agent de bureau
Chams Eddine	Hasnaâ	200	Agent de bureau
Chapelle	Sandrine	200	Agent de bureau
Cheikh	Rabah	200	Agent de bureau
Claude	Carole	200	Agent de bureau
Curchi	Maria	200	Agent de bureau
Cyr	Nicole	200	Agent de bureau
Côté	Marlène	200	Agent de bureau
Desharnais	Julie	200	Agent de bureau
Desjardins	Joanne	200	Agent de bureau
Dion	Hélène	200	Agent de bureau
Estimé	Marie-France	200	Agent de bureau
Garneau	Claude	200	Agent de bureau
Grassi	Marie-Noëlle	200	Agent de bureau
Labelle	Eric	200	Agent de bureau
Lacelle	Louise	200	Agent de bureau
Laframboise	Christine	200	Agent de bureau
Lebeau	Marie-Pier	200	Agent de bureau
Leblanc	Sabrina	200	Agent de bureau
Leclerc	Sylvie	200	Agent de bureau
Lemieux	Mélanie	200	Agent de bureau
Lortie	Chantale	200	Agent de bureau
Lévesque	Josée	200	Agent de bureau
Maheu	Chantal	200	Agent de bureau
Morneau	Sylvie	200	Agent de bureau
Papardova	Tsvetelina	200	Agent de bureau
Paquette	Richard	200	Agent de bureau
Pichette	Carole	200	Agent de bureau
Quesnel	Francine	200	Agent de bureau
Renaud	Aude	200	Agent de bureau
Ricard	Angèle	200	Agent de bureau
St-Félix	Jude	200	Agent de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agent de bureau
Ungureanu-Puiu	Elena	200	Agent de bureau
Zugrav	Oana-Maria	200	Agent de bureau
Boies	Monique	217	Bibliotechnicien
Carrier	Lorraine	217	Bibliotechnicien
Alarie	Ginette	221	Agent de secrétariat
Albert	Claire-Andrée	221	Agent de secrétariat
Amaanan	Naoual	221	Agent de secrétariat
Audet	Noémie	221	Agent de secrétariat
Beauséjour	Josée	221	Agent de secrétariat
Bilodeau	Johanne	221	Agent de secrétariat
Blais	Marie-Paule	221	Agent de secrétariat
Blanchard	Carmen	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Gisèle	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Caron	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Chaara	Houda	221	Agent de secrétariat
Chamberland	Lise	221	Agent de secrétariat
Cloutier	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Collins	Marie-Josée	221	Agent de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agent de secrétariat

Côté	Mélissa	221	Agent de secrétariat
Dansereau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Dauphin	Julie	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agent de secrétariat
Desparois	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Desrosiers	Ann	221	Agent de secrétariat
Drapeau	Marthe	221	Agent de secrétariat
Fortin	Ginette	221	Agent de secrétariat
Fournier	Madeleine	221	Agent de secrétariat
Gaudreault	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Girard	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Grenier	Johanne	221	Agent de secrétariat
Hébert	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Lajeunesse	Andrée	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Suzie	221	Agent de secrétariat
Leduc	Ariane	221	Agent de secrétariat
Lefaivre	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Lessard Patry	Karina	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Constance	221	Agent de secrétariat
Lossignol	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Léger	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Makanga	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Marchand	Julie	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Josée	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Lucie	221	Agent de secrétariat
Marois	Annie	221	Agent de secrétariat
Meunier	Johanne	221	Agent de secrétariat
Mokoko	Patricia	221	Agent de secrétariat
Moulin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Ouellet	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Paquette	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Parent	Diane	221	Agent de secrétariat
Parent	Nicole	221	Agent de secrétariat
Paulin	Guylaine	221	Agent de secrétariat
Pelletier	Rachelle	221	Agent de secrétariat
Pepin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Poisson	Justine	221	Agent de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Poulin	Annie-Pier	221	Agent de secrétariat
Pouliot	Marie-Eve	221	Agent de secrétariat
Proulx	Solange	221	Agent de secrétariat
Provost	Line	221	Agent de secrétariat
Ramsay	Amélie	221	Agent de secrétariat
Ross	Charis	221	Agent de secrétariat
Rziga	Ahlem	221	Agent de secrétariat
Saint-Amant	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Sallafranque	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Salvas	Claudine	221	Agent de secrétariat
Santerre	Marie-Hélène	221	Agent de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agent de secrétariat
Shields	Josée	221	Agent de secrétariat
Simard	Line	221	Agent de secrétariat
Surprenant	Nancy	221	Agent de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agent de secrétariat
Truchon	Josée	221	Agent de secrétariat

Vézina	Annie	221	Agent de secrétariat
Plamondon	Yvan	241	Magasinier
Chirinian	Rita	249	Préposé aux renseignements
Gallant	Mariette	249	Préposé aux renseignements
Goyette	Lucie	249	Préposé aux renseignements
Njonkou	Roger	249	Préposé aux renseignements
Ruggiero	Mario	249	Préposé aux renseignements
Lima	Juliana	263	Technicien des travaux publics
Beaudin	Lilianne	264	Technicien en administration
Beaupré	Jocelyne	264	Technicien en administration
Boucher	Martine	264	Technicien en administration
Chouikrat	Radia	264	Technicien en administration
Côté	Brigitte	264	Technicien en administration
Dagher	Rola	264	Technicien en administration
Dutailly	Sandrine	264	Technicien en administration
Désaulniers Drouin	Mylène	264	Technicien en administration
Habel	Sophie	264	Technicien en administration
Harnois	Sylvie	264	Technicien en administration
Icart	Juniole	264	Technicien en administration
Lachance	Maxime	264	Technicien en administration
Larochelle	Martine	264	Technicien en administration
Larouche	Véronic	264	Technicien en administration
Leclerc- Chevrier	Marie- Èvelyne	264	Technicien en administration
Lehouillier	Marie-Josée	264	Technicien en administration
Légaré	France	264	Technicien en administration
Parent	Julie	264	Technicien en administration
Plante	Marlène	264	Technicien en administration
Poupeau	Laurent	264	Technicien en administration
Roy	Chantal	264	Technicien en administration
Thomassin	Diane	264	Technicien en administration
Vibert	Sonia	264	Technicien en administration
Villeneuve	Martin	264	Technicien en administration
Azim	Mounir	272	Technicien en informatique
Beniaich	Rachid	272	Technicien en informatique
Blais	Jean- Sébastien	272	Technicien en informatique
Potlog	Liliana	272	Technicien en informatique
Beudet	Pauline	283	Technicien en droit
Beaudoin	Roxane	283	Technicien en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicien en droit
Bolduc	Susie	283	Technicien en droit
Bouchard	Marielle	283	Technicien en droit
Bourau	Alicia	283	Technicien en droit
Bourget	Josette	283	Technicien en droit
Charette	Martine	283	Technicien en droit
Cornell	Dustin	283	Technicien en droit
Desbiens	Michelle	283	Technicien en droit
Desjardins	Danièle	283	Technicien en droit
Dextras Paquette	Karine	283	Technicien en droit
Dionne	Nathalie	283	Technicien en droit
Drouin	Sylvie	283	Technicien en droit
Eliazard	Arnouze	283	Technicien en droit
Fiola	Isabelle	283	Technicien en droit

Gallant	Johanne	283	Technicien en droit
Gilbert	Manon	283	Technicien en droit
Grenier-Martel	Roxane	283	Technicien en droit
Hamel	Céline	283	Technicien en droit
Jetté	Pascale	283	Technicien en droit
Joachim	Yveline	283	Technicien en droit
Laganière	France	283	Technicien en droit
Leblanc	Nathaly	283	Technicien en droit
Maheux	Christiane	283	Technicien en droit
Morin	Julie	283	Technicien en droit
Paquet	Véronique	283	Technicien en droit
Perrin	Karine	283	Technicien en droit
Pronovost	Olivier	283	Technicien en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit
Riverin	Marie-Eve	283	Technicien en droit
Robillard	Lyne	283	Technicien en droit
Rochon	Guy	283	Technicien en droit
Savignac	Nadia	283	Technicien en droit
Soly	Michel	283	Technicien en droit
Tremblay	Marie-Claude	283	Technicien en droit
Tsang	Anne-Marie	283	Technicien en droit
Turcotte	Danielle	283	Technicien en droit
Vanasse	Rachel	283	Technicien en droit
Éthier	Julien	433	préposé au matériel
Boisvert	Micheline	630	Cadre
Gagnon	Gino	630	Cadre
Gagnon	Marco	630	Cadre
Gauthier	Paul	630	Cadre
Hamel	Julie	630	Cadre
Jobidon	Guillaume	630	Cadre
Laforest	Wilner	630	Cadre
Métivier	Claude	630	Cadre
Tremblay	Patrice	630	Cadre
Lamarre	Marie	825	Juge administratif - Dirigeant
Alder	Mylène	826	Juge administratif
Allard	Sylvain	826	Juge administratif
Arcand	Sylvie	826	Juge administratif
Armand	Daphné	826	Juge administratif
Arseneau	Raymond	826	Juge administratif
Aubé	François	826	Juge administratif
Auclair	Marlène	826	Juge administratif
Audet	Josée	826	Juge administratif
Bailly	Sylvain	826	Juge administratif
Beaubien	François	826	Juge administratif
Beaudin	Annie	826	Juge administratif
Beaudoin	Marie	826	Juge administratif
Beaulieu	Denys	826	Juge administratif
Beaumier	Jean-François	826	Juge administratif
Benoît	Dominique	826	Juge administratif
Bergeron	Catherine A.	826	Juge administratif
Bernard	Réjean	826	Juge administratif
Bernier	Yolande	826	Juge administratif
Blanchard	Nicole	826	Juge administratif
Blanchet	Guy	826	Juge administratif
Blouin	Daniel	826	Juge administratif
Blouin	Karine	826	Juge administratif

Boudreault	Luce	826	Juge administratif
Bouvier	Philippe	826	Juge administratif
Breton	Gaëtan	826	Juge administratif
Brisebois	Virginie	826	Juge administratif
Burdett	Claire	826	Juge administratif
Bussière	André	826	Juge administratif
Bédard	Hélène	826	Juge administratif
Bédard	Myriam	826	Juge administratif
Bélanger	Renée-Claude	826	Juge administratif
Bérubé	Claude	826	Juge administratif
Canuel	Michel	826	Juge administratif
Carignan	Michèle	826	Juge administratif – Vice-Président
Caron	François	826	Juge administratif
Chainey	Anick	826	Juge administratif
Champagne	Paul	826	Juge administratif
Charbonneau	Francine	826	Juge administratif
Chaumont	Mario	826	Juge administratif
Clément	Jean-François	826	Juge administratif
Corbeil	Simon	826	Juge administratif
Crochetière	Lina	826	Juge administratif
Daigneault	Fernand	826	Juge administratif
Danis	Jean-Claude	826	Juge administratif
Daoust	Linda	826	Juge administratif
David	Jacques	826	Juge administratif
Degré	Jacques	826	Juge administratif
Demers	François	826	Juge administratif
Denis	Michel	826	Juge administratif
Deraiche	Robert	826	Juge administratif
Desbois	Louise	826	Juge administratif
Desroches	Martine	826	Juge administratif
Di Pasquale	Santina	826	Juge administratif
Downey	Jason Wayne	826	Juge administratif
Drolet	Christian	826	Juge administratif
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	Juge administratif
Dufour	Jean-François	826	Juge administratif
Ellefsen	Henrik	826	Juge administratif
Firlotte	Ann	826	Juge administratif
Fiset	Dominic	826	Juge administratif
Gagnon	Raymond	826	Juge administratif
Gagnon Grégoire	Michèle	826	Juge administratif
Gauthier	Manon	826	Juge administratif
Gauthier	Pascale	826	Juge administratif
Girardin	Chantale	826	Juge administratif
Giroux	France	826	Juge administratif
Gosselin	Andrée	826	Juge administratif
Goyette	Renée M.	826	Juge administratif
Grantham	Guy	826	Juge administratif
Grignon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Grégoire	Jean	826	Juge administratif
Guay	Louise	826	Juge administratif
Guérard	Gaetan	826	Juge administratif
Gélinas	Nathalie	826	Juge administratif
Heap	Susan	826	Juge administratif
Hudon	Richard	826	Juge administratif

Jouis	Daniel	826	Juge administratif
Juteau	Francine	826	Juge administratif
Ladouceur	Julie	826	Juge administratif
Lajoie	Valérie	826	Juge administratif
Lalonde	Michel	826	Juge administratif
Lalonde	Pierre	826	Juge administratif
Lamarre	Monique	826	Juge administratif
Landry	Johanne	826	Juge administratif
Langlois	Marie	826	Juge administratif
Lanseigne	Line	826	Juge administratif
Lapointe	Judith	826	Juge administratif
Laprade	Annie	826	Juge administratif
Larouche	Michel	826	Juge administratif
Lavigne	Claude	826	Juge administratif
Lavoie	Marie-Claude	826	Juge administratif
Legault	Marie-Eve	826	Juge administratif
Lemay	Bernard	826	Juge administratif
Lemieux	Yves	826	Juge administratif
Lemire	Simon	826	Juge administratif
Lessard	Carole	826	Juge administratif
Lessard	Émilie	826	Juge administratif
Letreiz	Michel	826	Juge administratif
Lizotte	Valérie	826	Juge administratif
Lévesque	Sylvie	826	Juge administratif
Magnan	Hugues	826	Juge administratif
Marceau	Bernard	826	Juge administratif
Martel	Jean-François	826	Juge administratif
Mercure	Francine	826	Juge administratif
Moffet	Guylaine	826	Juge administratif
Montplaisir	Martine	826	Juge administratif
Moreau	Michel	826	Juge administratif
Moreau	Sylvie	826	Juge administratif
Morin	Maryse	826	Juge administratif
Nadeau	Lucie	826	Juge administratif – Vice-président
Notebaert	Gérard	826	Juge administratif
Ouellet	Éric	826	Juge administratif
Paquette	Jean	826	Juge administratif – Vice-président
Pelletier	Daniel	826	Juge administratif
Perron	Pauline	826	Juge administratif
Picard	Josée	826	Juge administratif
Piché	Isabelle	826	Juge administratif
Plante	Esther	826	Juge administratif
Poirier	Jean M.	826	Juge administratif
Quigley	Ann	826	Juge administratif
Racine	Carmen	826	Juge administratif
Rancourt	Julie	826	Juge administratif
Ranger	François	826	Juge administratif
Rivard	Denis	826	Juge administratif
Rivard	Jean-Luc	826	Juge administratif
Robitaille	Isabelle	826	Juge administratif
Roiseux	Marie-Anne	826	Juge administratif
Romani	Marco	826	Juge administratif
Roy	Guy	826	Juge administratif
Sams	Delton	826	Juge administratif

Samson	Julie	826	Juge administratif
Sansfaçon	Michel	826	Juge administratif
Savard	Karine	826	Juge administratif
St-Laurent	Nancy	826	Juge administratif
Suicco	Alain	826	Juge administratif
Sylvestre	Sonia	826	Juge administratif
Séguin	Manon	826	Juge administratif
Sénéchal	Sophie	826	Juge administratif
Therrien	Daniel	826	Juge administratif
Therrien	Isabelle	826	Juge administratif
Thériault	Lyne	826	Juge administratif
Tremblay	Alain	826	Juge administratif
Tremblay	J André	826	Juge administratif
Tremblay	Norman	826	Juge administratif
Turcotte	Alain	826	Juge administratif
Vaillancourt	Anne	826	Juge administratif
Watkins	Michel	826	Juge administratif
Zaikoff	Irène	826	Juge administratif

b) La liste des membres du conseil d’administration

Le TAT ne possède pas de conseil d’administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des commissaires qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATIONS :			
M. François Beaubien	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Yolande Bernier	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Guy Blanchet	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Daniel Blouin	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Luce Boudreault	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Simon Corbeil	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. François Demers	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Martine Desroches	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Jason W. Downey	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Jean-François Dufour	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Henrik Ellefsen	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Ann Firlotte	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Dominic Fiset	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Nathalie Gélinas	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Chantale Girardin	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Guy Grantham	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Gaétan Guérard	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12

NOMINATIONS (suite)			
Mme Marie-Ève Legault	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Émilie Lessard	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
M. Hugues Magnan	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Josée Picard	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Julie Rancourt	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Isabelle Robitaille	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Julie Samson	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Karine Savard	Juge administratif	2017-11-13	2022-11-12
Mme Julie Ladouceur	Juge administratif	2017-11-20	2022-11-19

RENOUVELLEMENTS :			
Mme Claire Burdett	Juge administratif	2017-11-19	2022-11-18
Mme Francine Charbonneau	Juge administratif	2017-11-19	2022-03-31
Mme Renée M. Goyette	Juge administratif	2017-11-19	2022-11-18
Mme Isabelle Piché	Juge administratif	2017-11-19	2022-11-18
Mme Isabelle Therrien	Juge administratif	2017-11-19	2022-11-18
M. Réjean Bernard,	Juge administratif	2017-11-19	2022-11-18
M. André Bussière	Juge administratif	2017-11-25	2022-11-24
M. Mario Chaumont	Juge administratif	2017-11-25	2020-05-01
M. Bernard Marceau	Juge administratif	2017-11-25	2022-11-24
M. René Napert	Juge administratif	2017-11-19	2020-06-01
M. Daniel Therrien	Juge administratif	2017-11-19	2022-11-18
M. Alain Turcotte	Juge administratif	2017-11-25	2022-11-24
M. Michel Watkins	Juge administratif	2017-11-19	2022-11-18
Mme Sylvie Moreau	Juge administratif	2017-11-26	2019-11-25

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l’ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement : 955 470,09 \$

Frais de représentation : 7 059,42 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP7

FOURNIR, POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE OU DE LA HAUTE DIRECTION, LES MONTANTS VENTILÉS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

- a) des frais de déplacement;
- b) des frais de représentation;
- c) des frais de repas;
- d) des frais de voyage;
- e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Voici les informations du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 :

a) Les frais de déplacement : 16 241,41 \$

b) Les frais de représentation : 3 667,40 \$

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 4 140 \$ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 2 123,74 \$. L'ensemble des autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 1 543,66 \$.

c) Les frais de repas : 7 327,32 \$

d) Les frais de voyage : 14 261,96 \$

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 1 878,75 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 24 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP9

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. INDIQUER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La liste se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 11 avril 2018

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2018						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	9	47,0	23,0	20,0		99,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	3,0		6,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	5	63,0	29,0	41,0	1	139,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		2,0	1,0	2,0		5,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	14	154,0	72,0	129,5	1	370,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP10

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

La liste se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 11 avril 2018

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2018						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	9	47,0	23,0	20,0		99,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	3,0		6,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	5	63,0	29,0	41,0	1	139,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		2,0	1,0	2,0		5,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	14	154,0	72,0	129,5	1	370,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP154

VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES RÉALISÉES À LA SUITE DE LA CRÉATION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Économies budgétaires 2017-2018

Honoraires des membres issus	4 640 000,00 \$
Ressources affectées aux membres	250 000,00 \$
Gestion/gouvernance	50 000,00 \$
Frais de déplacement des membres	625 000,00 \$
Frais divers (impression-num-poste)	520 000,00 \$
Rapatriement des services administratifs	730 000,00 \$
Dépenses diverses membres	165 000,00 \$

TOTAL	6 980 000,00 \$
--------------	------------------------

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP155

**COPIE DES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET RECHERCHES EN LIEN AVEC
LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.**

Une seule étude a été faite en lien avec la fusion. Il s'agit d'une évaluation des efforts à investir dans la solution SISTA (Système intégré de services des tribunaux administratifs) dans le but d'arrimer les activités de mission de la CRT à celles de la CLP. Le rapport a été approuvé par la présidente du Tribunal le 26 mai 2016 et un dossier d'affaires a été présenté au Secrétariat du Conseil du trésor qui a confirmé verbalement que seule l'autorisation de la présidente du Tribunal était requise pour procéder.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP156

COÛTS ASSOCIÉS À LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Voir également la réponse à la question RP164.

ACTIVITÉ	COÛT
Mise à jour de SISTA	409 344 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP157

IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR L'EFFECTIF, EXPRIMÉ EN ETC, EN NOMBRE D'EMPLOYÉS. VENTILER PAR TYPE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n’a pas eu d’impact sur le niveau d’effectifs.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP158

PRÉCISER L'IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR LE NOMBRE DE POSTES CRÉÉS, ABOLIS ET TRANSFÉRÉS, DE DÉPARTS À LA RETRAITE, DE FINS DE POSTES, DE MISES EN DISPONIBILITÉ, DE NOMINATIONS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n'a pas eu d'impact sur le nombre de nouveaux postes créés, abolis et transférés, les départs à la retraite ou les mises en disponibilité.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP159

ÉVOLUTION DE L’EFFECTIF DEPUIS CINQ ANS, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI,
PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Voici les données au 28 février 2018 :

CATÉGORIES D’EMPLOI	EFFECTIF
Professionnels	154
Personnel de bureau	129.5
Techniciens	72
Ouvriers	1
Cadres	14
TOTAL	370.5

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP160

**NOMBRE ET MONTANT DES PRIMES DE DÉPART VERSÉES EN LIEN AVEC LA
MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucune prime de départ n'a été versée en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail le 1^{er} janvier 2016.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP161

VENTILATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL. FOURNIR UNE ÉVOLUTION SUR CINQ ANS EN INCLUANT LES BUDGETS DES ORGANISMES MAINTENANT FUSIONNÉS.

Du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 (12 mois) :	
Masse salariale	63 448 701 \$
Fonctionnement	
Services de transport et de télécommunications	2 487 000 \$
Services professionnels, administratifs et autres	7 298 768 \$
Locations	7 428 745 \$
Fournitures et approvisionnement	601 559 \$
Amortissement	2 951 426 \$
Autres dépenses	62 941 \$
Total fonctionnement	20 821 439 \$
Total des dépenses	84 270 140 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP162

**VENTILATION DES DÉPENSES ALLOUÉES À LA RÉMUNÉRATION PAR LE
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 :

Rémunération de base – effectif régulier	37 856 600,05 \$
Rémunération de base – effectif occasionnel	552 873,84 \$
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	199 224,94 \$
Heures supplémentaires – effectif régulier	55 186,31 \$
Heures supplémentaires – effectif occasionnel	663,97 \$
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	1 167 488,81 \$
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	20 008,49 \$
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	4 915,53 \$
Contribution employeur – effectif régulier	7 472 083,96 \$
Contribution employeur – effectif occasionnel	108 712,09 \$
<hr/>	
TOTAL	47 437 757,99 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP163

**COPIE DES AVIS ET DIRECTIVES ÉMIS EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP164

COÛTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL, NOTAMMENT :

- a. la formation;
- b. la publicité;
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique;
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement;
- e. les baux résiliés et locaux vacants;
- f. achat de matériel;
- g. tout autre coût de transition.

Voir également la réponse fournie à la question RP156.

- a. la formation : 0 \$
- b. la publicité : 0 \$
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique : 0 \$
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement : 0 \$
- e. les baux résiliés et locaux vacants : 0 \$
- f. achat de matériel : 0 \$
- g. tout autre coût de transition :
 - Création de pages, saisie de contenus et achats de photos pour le site Web TAT : 17 445 \$
 - Réalisation de plusieurs dépliants pour la clientèle du TAT : 13 385 \$

SOURCE : Service des communications, Service des ressources matérielles et Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP165

LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL DEPUIS SA CRÉATION.

Liste des nominations à titre de juges administratifs depuis le 1^{er} janvier 2016 :

- M. François Beaubien
- Mme Yolande Bernier
- M. Guy Blanchet
- M. Daniel Blouin
- Mme Luce Boudreault
- M. Simon Corbeil
- M. François Demers
- Mme Martine Desroches
- M. Jason W. Downey
- M. Jean-François Dufour
- M. Henrik Ellefsen
- Mme Ann Firlotte
- M. Dominic Fiset
- Mme Nathalie Gélinas
- Mme Chantale Girardin
- M. Guy Grantham
- M. Gaétan Guérard
- Mme Julie Ladouceur
- Mme Marie-Ève Legault
- Mme Émilie Lessard
- M. Hugues Magnan
- Mme Josée Picard
- Mme Julie Rancourt
- Mme Isabelle Robitaille
- Mme Julie Samson
- Mme Karine Savard

SOURCE : Service des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP166

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Les tableaux suivants couvrent la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 :

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Sort des requêtes	Année
	2017-2018
Accueillies	155
Désistements	6
Règlements	0
Rejetées	1
Sous-total	162

Article 46: Résolution de difficultés	
Sort des requêtes	Année
	2017-2018
Accueillies	0
Désistements	0
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	0

TOTAL	162
-------	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d'une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l'autre partie.

Les décisions motivées des juges administratifs sont accessibles par l'entremise du site Web de la SOQUIJ (<http://citoyens.soquij.qc.ca>), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du *Code du travail* sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP167

AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES, FOURNIR UNE LISTE DETAILLÉE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNÉE, NOM DE LA MUNICIPALITE, OBJET DE L'APPEL) DES REQUETES EN APPEL LOGEES PAR UN SECRETAIRE, UN SECRETAIRE-TRESORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LE TAT

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20172015	2017-04-10	Code municipal du Québec (dest.)	Corporation Municipale du Canton d'Aumond
			Julie Cardinal
CM20172275	2017-04-21	Loi sur les cités et villes (susp.)	Patrice Crevier
			Ville de Montréal
CM20172277	2017-04-21	Loi sur les cités et villes (susp.)	Patrice Crevier
			Ville de Montréal
CM20172291	2017-04-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Patrice Crevier
			Ville de Montréal
CM20172463	2017-05-01	Loi sur les cités et villes (dest.)	Patrice Crevier
			Ville de Montréal
CM20172633	2017-05-04	Code municipal du Québec (dest.)	Alice Riopel
			Municipalité de Saint-Côme
CM20172634	2017-05-08	Code municipal du Québec (susp.)	Jean-Raymond Dufresne
			Municipalité Ivry-sur-le-Lac
CM20172693	2017-05-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Benoît Viau
			Ville de Mont-Tremblant
CM20172724	2017-05-15	Loi sur les élections et les référendums municipaux (susp.)	Alain Lecompte
			Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval
CM20172868	2017-05-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Christian Ware
			Ville de Longueuil
CM20172970	2017-05-24	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marie-Josée Simard
			Ville de Joliette
CM20173208	2017-06-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Daniel Deshaies
			Ville de Granby
CM20173413	2017-06-09	Loi sur les cités et villes (susp.)	Bernard Boisvert
			Ville de Terrebonne
CM20173795	2017-07-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Jean Mercier
			Ville de Montréal
CM20174062	2017-07-17	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Émilie Auclair
			Solidarité Mercier-Est
CM20174147	2017-07-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Annie Chalifoux
			Ville de Montréal, comité de transition, M. Normand Gauthier
CM20174214	2017-07-20	Loi sur les cités et villes (susp.)	Carmen Auger
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Service des immeubles, division sécurité
CM20174535	2017-08-01	Code municipal du Québec (dest.)	Jean-Raymond Dufresne
			Municipalité Ivry-sur-le-Lac
CM20174788	2017-09-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Claude Laurin
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, Service de la mise en valeur du territoire
CM20174854	2017-09-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Salima Hachachena
			Ville de Saint-Jérôme
CM20175097	2017-10-02	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marco Boucher
			Ville de Longueuil
CM20175230	2017-10-11	Code municipal du Québec (dest.)	Carole Pigeon
			Municipalité de Lacolle
CM20175500	2017-10-25	Loi sur les cités et villes (dest.)	Danielle Jiona
			Ville de Montréal
CM20175777	2017-11-03	Loi sur les cités et villes (susp.)	Patrick Renaud
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

CM20175820	2017-11-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Kokou Tepe Nunyabu
			Ville de Longueuil
CM20176030	2017-11-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Ville de East Angus
			Yves Geoffroy
CM20176346	2017-12-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Stéphanie Millette
			Ville de Terrebonne
CM20176424	2017-12-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Mysdaline Dérival
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Division de la sécurité
CM20176436	2017-12-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Carmen Auger
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Service des immeubles, division sécurité
CM20176437	2017-12-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Bruno Granier
			Ville de Longueuil
CM20176445	2017-12-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jean Lizotte
			Ville de Châteauguay
CM20176733	2017-12-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Éric Carignan
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal Division Ressources humaines
CM20176745	2017-12-15	Code municipal du Québec (dest.)	Louise Leroux
			Municipalité de la Paroisse de Senneterre
CM20176753	2017-12-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Robert Proulx
			Ville de Longueuil
CM20180158	2017-12-22	Code municipal du Québec (dest.)	Maryse Breton
			Municipalite de Notre-Dame-Du-Nord
CM20180170	2018-01-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Pierre St-Germain
			Ville de Longueuil
CM20180295	2018-01-17	Loi sur les cités et villes (susp.)	Louis Parent
			Ville de Saint-Jérôme
CM20180301	2018-01-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Salvatore Carboni
			Ville de Montréal
CM20180302	2018-01-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Philippe Drolet
			Ville de Lachute
CM20180389	2018-01-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	John Lisella
			Ville de Montréal
CM20180433	2018-01-24	Loi sur les cités et villes (dest.)	François Martin
			Ville de Mirabel
CM20180985	2018-02-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Bruno Granier
			Ville de Longueuil
CM20181030	2018-02-22	Code municipal du Québec (dest.)	Carole Lebel
			Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi
CQ20172598	2017-05-08	Code municipal du Québec (dest.)	Lynda Tremblay
			Municipalité des Bergeronnes
CQ20173018	2017-05-29	Code municipal du Québec (dest.)	Louise Rodgers
			Municipalité de Rivière-Saint-Jean
CQ20173098	2017-06-02	Loi sur les cités et villes (dest.)	Clément Lemieux
			Ville de Montmagny
CQ20174477	2017-08-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	David Duchesneau
			Ville de La Tuque
CQ20174649	2017-09-01	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité d'East Broughton
			Normand Laplante
CQ20175434	2017-10-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Élyse Cyr
			Ville de Trois-Rivières
CQ20180711	2018-02-13	Code municipal du Québec (dest.)	Marco Déry
			Municipalité de Saint-Boniface
CQ20181034	2018-02-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Martin Lessard
			Ville de Victoriaville
Total : 51			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP168

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET PRÉCISER LA NATURE DES ORDONNANCES.

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail*.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP169

ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 :

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de dossiers
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail	56	77	132	210	2 425
Loi sur les normes du travail	359	499	349	487	2 866
Loi instituant le TAT	123	162	128	191	103
Loi secteur des affaires sociales	155	155	135	137	71
Lois – Services essentiels	9	9	31	40	162
Lois – Construction et qualification professionnelle	125	202	201	306	119
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	58	58	65	103	40
Loi – Responsables d’un service de garde	62	102	62	101	5
Lois – Statut des artistes	0	0	0	0	0
Autres lois	102	321	202	403	109

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l’ensemble des délais des cas de la Vice-présidence relations du travail du TAT

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP170

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉ-DÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2017	Avril	103	35	138
		Mai	138	47	185
		Juin	125	44	169
		Juillet	101	35	136
		Août	55	23	78
		Septembre	103	39	142
		Octobre	113	41	154
		Novembre	97	30	127
		Décembre	71	21	92
	2018	Janvier	117	23	140
		Février	97	31	128
TOTAL			1 120	369	1 489

Code du travail	2017	Avril	9	1	10
		Mai	49	12	61
		Juin	20	21	41
		Juillet	20	8	28
		Août	9	2	11
		Septembre	11	5	16
		Octobre	17	50	67
		Novembre	17	6	23
		Décembre	20	7	27
	2018	Janvier	26	10	36
		Février	13	5	18
TOTAL			211	127	338

.../2

Nombre de cas conclus
du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Année	Mois	Sort des cas				
		Accueillis	Désistements	Règlements	Rejetés	Total
2017	Avril	98	160	107	82	447
	Mai	117	213	170	41	541
	Juin	194	192	151	40	577
	Juillet	100	141	146	59	446
	Août	160	119	200	73	552
	Septembre	113	122	159	35	429
	Octobre	95	176	269	31	571
	Novembre	120	191	204	56	571
	Décembre	108	183	150	33	474
2018	Janvier	131	251	217	37	636
	Février	164	146	291	55	656
Total		1 400	1 894	2 064	542	5 900

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP171

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL
OU LA *LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL*, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS
RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE)

Cette question ne concerne que la division des relations du travail du TAT.

Délai de traitement (en jours) des cas réglés par mois
du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	
Code du travail					
Avril	60	87	170	230	207
Mai	68	111	248	350	259
Juin	28	31	96	155	297
Juillet	44	50	100	173	194
Août	82	107	153	199	180
Septembre	53	81	81	169	181
Octobre	59	88	76	165	189
Novembre	52	72	101	198	226
Décembre	54	96	104	190	194
Janvier	86	153	158	285	257
Février	54	58	134	167	241
Loi sur les normes du travail					
Avril	261	340	267	377	153
Mai	292	424	297	450	253
Juin	308	451	295	438	236
Juillet	319	448	325	463	214
Août	362	490	360	481	297
Septembre	354	451	349	448	182
Octobre	366	533	349	507	333
Novembre	365	508	343	490	291
Décembre	394	567	378	542	245
Janvier	403	541	383	509	295
Février	450	592	418	553	367

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018 selon les principaux articles du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail					
	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail

Article 16 - congédiement*	66	210	142	307	119
Article 25 - champ libre*	32	32	42	48	249
Article 25 - conflit*	34	34	53	55	121
Article 39 - statut de salarié*	179	273	464	623	204
Article 39 - modification*	27	28	38	51	476
Article 41 - révocation*	32	32	44	46	117
Article 45 - transmission*	24	27	35	51	162
Article 47.3 – traitement par l’association*	170	220	205	281	147

Article 16 CT – plainte en matière de mesures disciplinaires – congédiement
Article 25 CT – requête en accréditation, champ libre
Article 25 CT – requête en accréditation, conflit
Article 39 CT – requête en interprétation et statut de salarié
Article 39 CT – requête en modification d’accréditation
Article 41 CT – requête en révocation d’accréditation
Article 45 CT – requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
Article 47.3 CT – égalité de traitement par l'association

Loi sur les normes du travail

Article 79.1 – plainte (maladie ou accident)*	356	477	341	461	471
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	380	423	355	438	24
Article 122 - plainte*	382	506	359	485	485
Article 122.1 - (retraite)*	282	500	318	473	10
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	245	426	307	465	343
Article 124 - plainte de congédiement*	371	518	360	503	1508
Article 128 - indemnité*	226	378	252	387	24

Article 79.1 LNT - plainte de congédiement - maladie ou accident
Article 79.7 et 79.8 LNT - plainte de congédiement – congé pour raisons familiales ou parentales
Article 122 LNT - plainte de congédiement – général
Article 123.6 LNT - plainte de harcèlement psychologique
Article 124 LNT - plainte de congédiement sans cause juste et suffisante
Article 128 LNT - indemnité : requête pour fixation d’indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP172

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La liste se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 avril 2018

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2018						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	9	47,0	23,0	20,0		99,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	3,0		6,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	5	63,0	29,0	41,0	1	139,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		2,0	1,0	2,0		5,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	14	154,0	72,0	129,5	1	370,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP173

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE PLAINTES OU DE DEMANDES DÉPOSÉES EN VERTU DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES DROITS ET LIBERTÉS ET FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DE CELLES PORTANT PLUS PARTICULIÈREMENT SUR L'ARTICLE 46. STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS ET TABLEAU DES RÉSULTATS.

Aucune plainte de cette nature ne sera jamais reçue au Tribunal administratif du travail (TAT) puisque les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP174

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONCILIEURS/MÉDIATEURS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 : 27 postes de conciliateurs ou agents de relations du travail à la Vice-présidence RT du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP175

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR MÉDIATEUR /
CONCILIATEUR, DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 1 332 séances de conciliation visant 1 988 dossiers, soit 86 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP176

DEPUIS DÉCEMBRE 2014, NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL.*

Le Tribunal administratif du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal.*

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP177

NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE PRINCIPALEMENT QUANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES* (PL 57).

Le Tribunal administratif du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP178

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI SONT ALLÉS EN RÉVISION JUDICIAIRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES RELATIVEMENT AUX SERVICES ESSENTIELS.

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 :

1 seule demande en révision judiciaire portant sur des décisions de la division des services essentiels a été notifiée au TAT (décision concernant une demande de redressement).

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP179

DEPUIS CINQ ANS, DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYEN. VENTILER PAR TYPE DE DOSSIER.

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, le délai de traitement moyen total a été de 40 jours pour 162 dossiers conclus par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 27 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP180

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, 28 dossiers en services essentiels ont été réglés par voie de médiation par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP181

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES, PAR SECTEUR D'INTERVENTION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, la division des services essentiels du TAT a rendu des décisions dans 162 dossiers répartis comme suit :

	SERVICES PUBLICS	SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	FONCTION PUBLIQUE
Évaluation des services essentiels	97	38	-
Difficultés découlant des listes de services essentiels	2	-	2
Avis de grève ou de lock-out non conformes	-	-	-
Mesures de redressement	19	3	-
Autorisation de dépôt à la cour supérieure	1	-	-
TOTAL DES DOSSIERS	119	41	2

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP182

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP183

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Nombre de dossiers ouverts et nature des dossiers :

	1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018
FINANCEMENT	3 121
PREVENTION ET INDEMNISATION	21 803
Retrait préventif	62
Mesures disciplinaires	113
LSST (autres)	185
LATMP (urgences)	191
Notion de lésion	11 063
Prestations	3 257
LATMP (autres)	40
Médical	6 820
Maladies pulmonaires	72
TOTAL	24 924

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d’ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d’une audience ou d’un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties :

	1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018
Délai moyen de fermeture	338 jours

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP184

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS, DANS LES DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES.

DÉLAI MOYEN ENTRE LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE

2017-2018

	1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018
Sans les remises	7,1 mois (215 jours)
Avec les remises	12,9 mois (392 jours)

Voir la fiche RP183 pour la nature des décisions.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP185

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne concerne que la division de la santé et de la sécurité du travail.

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1). Ainsi, il n'y a plus de représentants patronaux et syndicaux au Tribunal administratif du travail.

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le commissaire dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	01-04-17 au 28-02-18
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	406 293 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP186

**NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR
ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Voici les résultats entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018 :

Nombre de conciliateurs au 28 février 2018	49
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	3 710
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	5 046

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP187

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018, la division de la santé et de la sécurité du travail du TAT a enregistré 15 067 désistements :

- 66,7 % (soit 10 043) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 33,3 % (soit 5 024) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP188

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LE TAT (ANCIENNEMENT CLP) OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	01-04-2017 au 28-02-2018
Nombre de remises demandées *	
• Par les employeurs	4 581
• Par les travailleurs	3 532
• Par le TAT	22

* Ces chiffres représentent le nombre de dossiers remis et non le nombre d’audiences remises, puisqu’une audience porte souvent sur plus d’un dossier.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP189

NOMBRE D’AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D’AVIS RENVERSÉS PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

2017-2018	
	01-04-2017 au 28-02-2018
Nombre d’avis émis par le BEM et ayant fait l’objet d’une contestation	1 377
Nombre de ces avis ayant été renversés	123

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP190

**POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS
ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES
CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2017 au 28-02-2018	01-04-2017 au 28-02-2018
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	0	1 221
Décisions accueillant les requêtes	0	602 (49,3 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	148 (12,1 %)
Décisions rejetant les requêtes	0	471 (38,6 %)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2017 au 28-02-2018	01-04-2017 au 28-02-2018
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	3 185	1 397
Décisions accueillant les requêtes	1 242 (39,0 %)	588 (42,1 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	233 (7,3 %)	228 (16,3 %)
Décisions rejetant les requêtes	1 710 (53,7 %)	581 (41,6 %)

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP191

NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET NATURE DES PLAINTES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Les statistiques qui suivent présentent le nombre de plaintes traitées en 2017-2018, les motifs invoqués et le sort réservé à chacune des plaintes. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu’aucune intervention n’apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d’ouverture.

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, le Service des plaintes du TAT a enregistré 44 plaintes, dont 3 étaient fondées, 3 fondées en partie, 13 non fondées et 25 irrecevables.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				13	13
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)					
LOIS ET RÈGLEMENTS					
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	2	2			4
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	6		2	4	12
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES	1	1			2
AUDIENCE					
CONCILIATION	2		1		3
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS					
LANGUE	2				2
ACCRÉDITATION				1	1
AUTRES				7	7
TOTAL :	13	3	3	25	44

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les juges administratifs et les assesseurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, le Tribunal a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d’éviter qu’une telle situation se reproduise.

SOURCE : Service des plaintes

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP192

**VENTILATION DETAILLÉE DES SOMMES ALLOUÉES AU FONDS DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS
POUR 2018-2019.**

Voici la ventilation des sommes allouées pour 2017-2018 :

CNESST	76 531 885 \$
Ministre responsable du Travail	6 235 600 \$
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale	33 700 \$
RBQ	33 700 \$
CCQ	984 300 \$
CMMTQ	33 700 \$
CMEQ	33 700 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 19 avril 2018

50. PQ - RP192.doc